distance, que les inégalités de la perspective ne troublent point, est le plus sûr, même pour guider la pratique. Passant tour à tour à l'une et à l'autre de ces situations, je profitais de leurs avantages particuliers. L'inspiratrice de mes meilleures idées n'était plus avec moi, mais je n'étais pas seul : elle m'avait laissé une fille, ma belle-fille . . . . . .

. . . . . .

. . . . dont le talent, toujours grandissant et s'affermissant, s'est consacré à la poursuite des mêmes objets élevés . . . . . .

. . . . . .

Certes personne n'a été si heureux, après une perte comme celle que j'avais faite, que de gagner un second lot dans la loterie de la vie. . . . . .

. . . . . Quiconque, aujourd'hui comme plus tard, pensera à moi et à l'œuvre que j'ai faite, ne devra pas oublier qu'elle n'est point le produit d'une seule intelligence, d'une seule conscience, mais de trois . . . . . .

. . . . . .

Mon œuvre de l'année 1860-1861 consista principalement en deux traités dont l'un seulement était destiné à une publication immédiate : c'était les *Considérations sur le gouvernement représentatif*, où j'exposais méthodiquement le système qu'après bien des années de réflexion, je regardais comme la meilleure forme d'une constitution démocratique. Après avoir dit de la théorie générale du gouvernement tout ce qui est nécessaire pour faire comprendre cette forme particulière de la pratique du gouvernement, je développais les idées que j'avais mûries

touchant les principales questions qui s'agitent de notre temps dans le domaine des institutions purement organiques, et je soulevais, par anticipation, quelques autres questions sur lesquelles des nécessités grandissantes attirent l'attention des hommes pratiques. La principale de ces questions est la distinction entre deux fonctions, celle de faire des lois, pour laquelle une assemblée populaire nombreuse est radicalement impropre, et celle de tenir la main à ce que de bonnes lois soient faites, ce qui est son propre devoir qu'aucune autre autorité ne peut remplir d'une manière satisfaisante. Il est donc nécessaire d'établir une commission législative, élément permanent de la constitution d'un pays libre, composé d'un petit nombre d'hommes politiques d'une éducation supérieure, auxquels serait dévolue la tâche de rédiger la loi, après que le parlement aura décidé que la loi doit être faite ; le parlement gardant le pouvoir de l'adopter ou de la rejeter quand elle aura été rédigée, sans avoir celui de l'élaborer autrement qu'en proposant des amendements et en les renvoyant à la commission. La question que je soulève relativement à la plus importante des fonctions publiques, celle de la législation, est un cas particulier du grand problème de l'organisation politique moderne, posé, je crois, pour la première fois dans toute son étendue par Bentham, quoique, dans mon opinion, il ne l'ait pas toujours résolue d'une façon satisfaisante, à savoir la combinaison d'un contrôle complet de la part du peuple sur les affaires publiques avec l'organisation la plus parfaite à donner au pouvoir.

L'autre ouvrage que j'écrivis à cette époque est le

même que j'ai publié quelques années plus tard (en 1869) sous le titre de *L'assujettissement des femmes*. Je l'écrivis

. . . . . .

pour qu'il restât, à tout événement, une composition écrite de mes opinions sur cette grave question, aussi complète et aussi concluante qu'il était en moi de le faire. Mon intention était de conserver ce livre parmi d'autres papiers que je ne publiais pas, pour l'améliorer de temps en temps si j'en était capable, et le publier enfin quand il me semblerait qu'il pourrait être le plus utile. Tel qu'il a été publié . . . . . .

. . . . . .

. . . . . dans la partie qui est de ma composition, ce qu'il y a de plus frappant et de plus profond appartient à ma femme, et je l'ai tiré du fond d'idées qui nous était devenu commun par nos conversations et nos innombrables discussions sur une question qui occupait une si grande place dans notre esprit.

Peu après je retirai du dépôt où ils attendaient des papiers que je n'avais pas encore publiés et que j'avais écrits durant les dernières années de mon mariage, et j'en fis, avec quelques additions, un opuscule intitulé l'*Utilitarisme*, qui parut pour la première fois dans le *Fraser's Magazine*, et qui fut plus tard réimprimé en un volume.

Cependant avant ce moment, l'état des affaires publiques était devenu extrêmement critique par l'effet de l'explosion de la guerre civile d'Amérique. Tout mon cœur était engagé dans cette lutte, qui, je le sentais dès le début, était destinée à ouvrir une nouvelle ère, pour le bien ou le mal, dans le cours des affaires hu-

maines, pendant un temps dont nul ne pouvait prévoir la durée. J'avais suivi avec un vif intérêt la querelle engagée sur la question de l'esclavage en Amérique pendant les années qui précédèrent la rupture. Je savais que la querelle n'était au fond, dans toutes ses périodes, qu'une tentative agressive des propriétaires d'esclaves pour agrandir le territoire de l'esclavage sous l'influence combinée des intérêts d'argent, de la passion, de la domination et du fanatisme d'une classe pour ses priviléges de caste, influence que mon ami le professeur Cairnes a si complètement et si puissamment décrite dans un admirable ouvrage intitulé l'*Empire esclavagiste*. Le succès des esclavagistes, s'ils triomphaient, devait être une victoire des puissances du mal qui encouragerait les ennemis du progrès et glacerait le zèle de ses amis dans tout le monde civilisé ; en outre il créerait une puissance militaire formidable, basée sur la pire forme et la plus antisociale de l'oppression de l'homme par l'homme, il détruirait pour longtemps le prestige de la grande république démocratique et donnerait à toutes les classes privilégiées de l'Europe une fausse confiance qu'on ne pourrait abattre qu'en la noyant dans le sang. D'un autre côté si les esprits dans le Nord étaient assez excités pour soutenir la guerre jusqu'au moment du triomphe et si cette terminaison n'arrivait pas trop tôt et trop facilement, je prévoyais, comme conséquence des lois de la nature humaine, et par l'expérience que j'avais des révolutions, que lorsque le Nord vaincrait, sa victoire serait décisive. Je comprenais que la masse de la population du Nord, dont la conscience n'avait encore été éveillée

que sur la question de la résistance à l'extension de l'esclavage, mais qui, par fidélité à la constitution des États-Unis, désapprouvait toute intervention du gouvernement fédéral à propos de l'esclavage dans les états où il existait déjà, que ces populations, dis-je, concevraient des sentiments d'une autre nature une fois que la constitution aurait été ébranlée par une rébellion armée, et voudraient en finir avec l'institution maudite ; je prévoyais qu'elles feraient alliance avec la noble phalange des abolitionistes dont Garrison était le courageux et sincère apôtre, Wendell Phillips l'éloquent orateur, et John Brown le martyr volontaire (1). Alors, enfin, le génie des États-Unis affranchi de ses liens, échapperait à l'influence corruptrice d'une prétendue nécessité de faire l'apologie, en face des étrangers, du plus flagrant attentat qui puisse violer les principes libéraux de leur constitution ; la tendance inhérente à tout état stable de société à immobiliser un groupe d'opinions nationales serait au moins pour un temps tenue en échec, et laisserait au pays toute liberté de reconnaître ce qu'il y a de mauvais dans les institutions, comme dans les habitudes du peuple. Ces espérances, en tant qu'elles se rattachaient à la question de l'esclavage, se sont complètement réalisées ; celles qui touchent à d'autres points sont en train de passer dans le domaine des faits. Comme je prévoyais dès le début que ces deux ordres de conséquences seraient la suite du succès ou de la chute de la rébellion, on se fera une idée

1. Brown, ce vrai héros, après qu'il eut été fait prisonnier, dit qu'il valait plus pour le gibet que pour toute autre chose, parole qui rappelle par le mélange d'esprit, de sagesse et d'abnégation, un mot de Thomas Morus.

des sentiments avec lesquels j'envisageais l'entraînement qui portait en faveur du Sud la presque totalité des classes supérieures et moyennes de mon pays, de ceux-là mêmes qui passaient pour libéraux. Les classes ouvrières, quelques écrivains ou savants, faisaient seuls exception à ce délire général. Jamais je n'ai plus vivement senti combien était faible le progrès de l'esprit chez nos classes influentes, et le peu de valeur des opinions libérales qu'elles avaient l'habitude de professer. Parmi les libéraux du Continent, personne ne commit cette monstrueuse erreur. Mais la génération qui avait arraché aux planteurs de nos Indes Occidentales l'émancipation des noirs était passée ; une autre était survenue qui n'avait pas appris par de longues années de discussion à sentir fortement la monstruosité de l'esclavage. D'ailleurs, l'inattention habituelle des Anglais pour tout ce qui se passe dans le monde hors de leur île, les tenait dans une ignorance profonde de tous les antécédents de la lutte, à ce point que, pendant un an ou deux après le commencement de la guerre, on ne croyait pas généralement en Angleterre que la querelle eût l'esclavage pour objet. Il y avait des gens de principes élevés et d'un libéralisme incontestable qui n'y voyaient qu'une dispute à propos de tarifs, ou un exemple de ces luttes avec lesquelles ils avaient l'habitude de sympathiser, celles par exemple d'un peuple qui lutte pour son indépendance.

C'était pour moi un devoir tout tracé de me placer du côté de la faible minorité qui protestait contre cet égarement de l'opinion. Je ne fus pas le premier à protester. Il ne faut pas oublier pour l'honneur de MM. Hughes et

Ludlow, qu'ils furent les premiers à le faire par des écrits qu'ils lancèrent au début même de la guerre. M. Bright suivit leur exemple par un de ses plus éloquents discours. D'autres vinrent après qui ne firent pas moins d'effet. J'allais joindre ma voix à celles qui avaient déjà parlé, quand, à la fin de 1861, un officier des États-Unis arrêta à bord d'un vaisseau anglais des envoyés du Sud. Les Anglais ont beau avoir la mémoire courte, ils n'ont pas tout à fait oublié l'explosion de colère qui souleva l'Angleterre. Durant quelques semaines, on s'attendit généralement à la guerre avec les États-Unis, et l'on commença des préparatifs militaires de notre côté. Tant que cet état de choses durait, nulle voix favorable à la cause américaine n'aurait pu se faire entendre. Je suis d'accord avec ceux qui trouvaient cet acte injustifiable, et tel que l'Angleterre en devait exiger le désaveu. Le désaveu obtenu, l'alarme dissipée, j'écrivis, en janvier 1862, l'article intitulé *La lutte en Amérique*. . . . . Écrit et publié en ce moment, il contribua à encourager les libéraux qui s'étaient sentis submerger par le flot de l'opinion anti-libérale et à former en faveur de la bonne cause un noyau d'opinion qui grandit petit à petit d'abord, et rapidement ensuite, quand le succès du Nord sembla devenir probable. Au retour de notre voyage, j'écrivis un second article, un examen du livre du prof. Cairnes qui parut dans la *Revue de Westminster*. L'Angleterre expie, par une foule d'embarras, le ressentiment durable que ses classes dirigeantes ont éveillé aux États-Unis par l'ostentation avec laquelle elles faisaient des vœux pour la ruine

de la nationalité américaine ; elle a lieu de se montrer reconnaissante de ce qu'un petit nombre d'Anglais, je veux dire un petit nombre d'écrivains et d'orateurs, se sont rangés fermement du côté des Américains à l'époque de leurs plus grands embarras, et ont fait en partie diversion à ces sentiments d'amertume et empêché que l'Angleterre ne devînt tout à fait odieuse aux Américains.

Ce devoir accompli, ma principale occupation pendant les deux années qui suivirent ne porta pas sur des questions politiques. La publication des *Leçons sur la jurisprudence* de M. Austin, après sa mort, me donna l'occasion de payer un juste tribut à sa mémoire, et en même temps d'exprimer quelques idées sur un sujet auquel, à l'époque déjà ancienne de ma ferveur benthamiste, je m'étais sérieusement appliqué. Toutefois, mon œuvre principale durant ces années fut l'*Examen de la philosophie de Sir William Hamilton*. Les *Leçons* de Sir W. Hamilton avaient été publiées en 1860 et en 1861. Je les avais lues sur la fin de l'année précédente et j'avais à peu près formé le projet d'en faire un compte rendu dans une revue. Mais je m'étais bientôt aperçu que ce travail ne servirait de rien, et qu'on ne pouvait traiter convenablement ce sujet, à moins d'écrire un volume. J'avais ensuite à considérer s'il était convenable que je me chargeasse de cette tâche. Après mûr examen, il me sembla qu'il y avait de fortes raisons en faveur de mon projet. Les *Leçons* m'avaient grandement désappointé, et certes je les avais lues sans aucune prévention contre Sir W. Hamilton. J'avais jusqu'alors différé d'étudier les notes qu'il avait écrites pour son édition de Reid, parce

qu'elles ne sont point achevées; et bien que je susse que le système de psychologie de Hamilton différait de celui que j'approuvais le plus, je me sentais cependant de la sympathie pour quelques-unes de ses idées, à cause de sa polémique vigoureuse contre les transcendantalistes, et de la fermeté avec laquelle il affirmait le principe de la relativité de la connaissance humaine. Je pensais qu'une saine psychologie avait plus à gagner qu'à perdre à se mettre à l'ombre de son autorité et de sa réputation. Les *Leçons* de Sir W. Hamilton et ses *Notes sur Reid* dissipèrent cette illusion. Les *Discussions*, à la lumière que les *Leçons* y projetaient, perdirent à mes yeux beaucoup de leur valeur. Je reconnus que les ressemblances qui semblaient exister entre ses opinions et les miennes portaient plus sur des mots que sur des choses. Les grands principes philosophiques que j'avais cru qu'il reconnaissait n'étaient, tels qu'il les expliquait, que bien peu de chose, ou même se réduisaient à rien; il ne cessait de les perdre de vue, et ne laissait pas d'enseigner en même temps, presque partout dans ses écrits philosophiques, des doctrines radicalement incompatibles avec ces principes. L'appréciation que j'en faisais était à ce point changée qu'au lieu de le regarder comme un penseur placé à égale distance de deux philosophies rivales, empruntant à chacune des deux écoles des principes, et prêtant à chacune des armes puissantes pour la défense comme pour l'attaque, je ne voyais plus en lui que l'une des colonnes, et, grâce à la grande renommée philosophique dont il jouissait en Angleterre, la première colonne de la philosophie qui me semblait fausse.

Or, la différence qui sépare ces deux écoles philosophiques, celle de l'intuition et celle de l'expérience et de l'association, n'est point une simple question de spéculation abstraite; elle est pleine de conséquences pratiques et se retrouve à la base de toutes les différences d'opinion sur des questions pratiques à une époque de progrès. Le réformateur pratique ne cesse pas de réclamer qu'on apporte des changements à des choses qui s'appuyent sur des sentiments puissants et très-répandus; il a toujours à contester que les faits établis qui semblent nécessaires et indéfectibles, le soient réellement, et il est souvent obligé dans son argumentation de faire voir comment ces sentiments puissants ont pris naissance, et comment on en est venu à considérer ces faits comme nécessaires et indéfectibles. Il y a donc une hostilité naturelle entre le réformateur et une philosophie qui ne veut pas qu'on explique les sentiments et les faits moraux par les circonstances et l'association, qui préfère les considérer comme des éléments premiers de la nature humaine. Il voit se dresser devant lui une philosophie qui se fait un devoir de donner ses doctrines favorites comme des révélations de l'intuition; qui reconnaît dans l'intuition la voix de la Nature et de Dieu, parlant avec une autorité supérieure à celle de notre raison. Quant à moi, j'ai senti depuis longtemps que la tendance régnante en vertu de laquelle nous regardons les différences des caractères des hommes comme innées, et en général comme indélébiles, et qui nous porte à ne pas tenir compte des preuves irrésistibles qui démontrent que l'immense majorité de ces différences, tant

chez les individus que chez les races ou les sexes, non-seulement pourraient se produire naturellement par l'effet des circonstances, mais qu'elles se produisent ainsi — j'ai senti, dis-je, que cette tendance est un des principaux obstacles qui empêchent de traiter les grandes questions sociales d'une manière rationnelle, et la plus grande pierre d'achoppement du progrès de l'humanité. Cette tendance tire son origine de la métaphysique intuitionniste, qui caractérise la réaction du dix-neuvième siècle contre le dix-huitième. C'est une tendance si conforme à l'indolence de l'homme, comme aussi aux intérêts conservateurs en général, qu'à moins de l'attaquer à sa racine, on est sûr de la voir s'étendre bien plus loin que ne l'autorisent réellement les systèmes les plus modérés de la philosophie intuitionniste. Or, c'est cette philosophie, et encore n'est-ce pas toujours par ses écoles les plus modérées, qui a, dans notre siècle, régi la pensée en Europe. L'*Analyse de l'Esprit* de mon père, ma propre *Logique* et le grand ouvrage de M. le professeur Bain sont des tentatives (plus heureuses qu'on ne pouvait s'y attendre) en vue de ramener en scène un système philosophique meilleur. Mais j'avais compris depuis quelque temps qu'il ne suffisait pas de se borner à mettre en contraste deux philosophies, qu'il fallait aussi engager une lutte corps à corps; qu'à côté d'ouvrages d'exposition de doctrines, il en fallait de controverse; enfin que le moment d'engager une lutte profitable était venu. J'étais convaincu que les écrits et la renommée de Sir W. Hamilton étaient la grande forteresse de la philosophie intuitionniste en Angleterre et une forteresse que rendaient

encore plus formidable le caractère imposant et, à bien des égards, le grand mérite personnel et les talents de l'homme. Je pensais que ce serait rendre un service réel à la philosophie, que d'essayer de faire une critique à fond de ses doctrines principales et de peser ses prétentions au rang d'un philosophe de premier ordre. Ce qui me confirmait dans ma résolution, c'est que je voyais l'un des élèves de Sir W. Hamilton, et le plus capable, se servir dans ses écrits des doctrines de son maître, pour justifier des idées sur la religion, que je considère comme profondément immorales, à savoir qu'il est de notre devoir de nous incliner, en l'adorant, devant un Être dont les attributs moraux sont, nous dit-on, inconnaissables, et peuvent être extrêmement différents de ceux que nous appelons des mêmes noms quand nous parlons de nos semblables.

A mesure que j'avançais dans mon travail, le dommage que je portais à la réputation de Sir W. Hamilton devenait plus grand que je ne m'y étais attendu tout d'abord, à cause des innombrables inconséquences qui me sautaient aux yeux, quand je comparais entre elles les diverses parties de ses écrits. Je devais pourtant montrer les choses exactement comme elles sont, et je n'ai pas reculé devant ce devoir. J'ai toujours fait mes efforts pour traiter le philosophe que je critiquais avec la plus grande loyauté. Je savais qu'il ne manquait pas de disciples et d'admirateurs qui me redresseraient s'il m'arrivait par mégarde de commettre à son égard quelque injustice. En effet, plusieurs d'entre eux m'ont fait des réponses plus ou moins étudiées. Ils ont relevé des oublis

et des méprises, bien qu'en petit nombre et pour la plupart sans importance. J'ai corrigé dans la dernière édition (la troisième), les fautes qu'on avait signalées, autant que les critiques sont venues à ma connaissance, et j'ai répliqué aux autres critiques autant que cela m'a paru nécessaire. En somme, le livre a fait son œuvre; il a attiré l'attention sur les côtés faibles de Sir W. Hamilton; il a renfermé sa grande réputation de philosophe dans de plus étroites limites. En outre, par les discussions que ce livre contient, et surtout par deux chapitres dogmatiques sur les notions de la Matière et de l'Esprit, il a peut-être jeté un peu plus de lumière sur certaines questions débattues de psychologie et de métaphysique.

Après que j'eus achevé le livre sur Hamilton, je m'occupai d'une tâche qui, pour beaucoup de raisons, semblait m'incomber d'une façon toute spéciale, c'était celle de résumer et d'apprécier les doctrines d'Auguste Comte. J'avais contribué plus que personne à faire connaître ses doctrines en Angleterre; aussi eut-il, grâce à ce que j'avais dit de lui dans ma *Logique*, des lecteurs et des admirateurs parmi les penseurs de ce pays à une époque où son nom n'était pas encore en France sorti de l'obscurité. Il était si inconnu et si peu apprécié à l'époque où j'écrivis ma Logique, qu'il était bien inutile de critiquer les points faibles de ses doctrines; au contraire c'était un devoir de faire connaître autant que possible les importants services qu'il rendait à la philosophie. Cependant, au moment où nous étions arrivés, il n'en était plus de même. Le nom de Comte était enfin universellement connu, l'on savait presque partout en quoi consistent

ses doctrines. Pour ses amis comme pour ses adversaires, Comte avait pris sa place. Il était devenu l'une des plus grandes figures de la philosophie contemporaine. La partie la plus saine de ses spéculations philosophiques a fait de grandes conquêtes parmi les esprits que leur culture et leurs tendances rendaient propres à les recevoir. Sous le couvert de ces doctrines, d'autres moins bonnes, auxquelles il a donné des développements et fait des additions considérables dans ses derniers écrits, ont aussi fait du chemin; elles ont des adhérents actifs et enthousiastes parmi les personnes d'un mérite éminent, soit en Angleterre, soit en France, soit dans d'autres pays. Pour ces raisons, non-seulement il était désirable que quelqu'un entreprît la tâche de critiquer les théories de Comte, pour séparer le bon du mauvais, mais il semblait que ce fût pour moi une obligation particulière et spéciale de m'en charger. Je la remplis en publiant deux essais dans la *Revue de Westminster*, que je réimprimai en un petit volume intitulé *Auguste Comte et le Positivisme.*

Les écrits que je viens de mentionner, quelques articles que je n'ai pas jugés dignes d'être conservés, voilà tout ce qui est sorti de ma plume pendant les années écoulées de 1859 à 1865. Au commencement de cette dernière année, pour satisfaire un désir que m'avaient souvent exprimé des ouvriers, je publiai une édition populaire de ceux de mes écrits qui me semblaient le plus propres à trouver des lecteurs parmi les classes laborieuses, ce sont les *Principes d'Economie politique, la Liberté* et *le Gouvernement représentatif*. Je faisais là un sacrifice considérable de mes intérêts pécuniaires, sur-